

Délibération n°
2021-03-09

République Française
Liberté – Égalité – Fraternité

DEPARTEMENT D'EURE ET LOIR

VILLE DE MAINVILLIERS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de la
convocation :
19/03/2021

Séance ordinaire du 25 Mars 2021

Date d'affichage de
l'ordre du jour :
19/03/2021

Objet : Exercice 2021 – Budget primitif du budget annexe ANRU – Adoption.

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-cinq mars à 19 h 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué le dix-neuf mars deux mille vingt-et-un, s'est réuni sous la Présidence de :

Nombre de
conseillers :

Madame Michèle BONTHOUX, Maire (de la délibération N°2021-03-01 et des délibérations N° 2021-03-05 à 15),

Exercice : 33

Et Monsieur Jacques GUILLEMET (pour les délibérations N° 2021-03-02 à 04, en application de l'article L2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales),

Présents : 26

Étaient également présents :

Pouvoirs : 07

S. MONTBAILLY, C. DEFRANCE, R. CANALE, R-F. CHARON, D. DUBOIS, J. GUILLEMET, L. FERNANDES, J-P. RAFAT, S. VICENTE, A. BUREAU, G. BOUSTEAU, M. MAHI, P. MERCIER, B. VINSOT, F. GUINCETRE, I. MONDOT, J. MALLOL, Y. SAIDI, M. EDMOND, S. TUNCTAN, P. COUTURIER, M. CIBOIS, C. JUBAULT, H. GUERMONPREZ, A. MASSA.

Votants : 33

Absents représentés :

A. BOUSLIMANI, représenté par G. BOUSTEAU,
H. GADIO représenté par S. VICENTE,
S. KASMI, représenté par J. GUILLEMET,
M. KONATE représentée par L. FERNANDES,
S. MILON-AUGUSTE représentée par C. JUBAULT,
S. PINAULT représenté par M. CIBOIS,
M. YAOU représenté par A. MASSA.

Elu n'ayant pas pris part aux votes :

M. BONTHOUX (pour les délibérations N°2021-03-02 à N°2021-03-04, conformément à l'article L2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales),

Secrétaire de séance :

Madame Anne BUREAU a été élue secrétaire de séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-09-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Délibération n°

2021-03-09

Réf. : FINANCES (VC)

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 25 MARS 2021

Objet : Exercice 2021 – Budget primitif du budget annexe ANRU – Adoption.

Exposé de Madame Sandrine MONTBAILLY, Adjointe chargée des Finances et de la Prospectives :

Vu les articles L.2121-29 et L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération N° 2021-02-03 de la séance du conseil municipal du 18 février 2021 portant Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) pour l'exercice 2021,

Vu la délibération N° 2021-03-04 de la séance du conseil municipal du 25 mars 2021 portant approbation du compte administratif 2020 du budget annexe ANRU et affectation du résultat 2020,

Considérant que l'assemblée délibérante s'est vue présenter le DOB dans les conditions définies par la législation et la réglementation,

Considérant que l'assemblée délibérante est compétente pour adopter le budget primitif de la collectivité ; que le budget primitif du budget annexe ANRU 2021 s'équilibre par section en dépenses et en recettes.

Le Conseil Municipal
après en avoir délibéré,
à l'unanimité,

ADOpte le budget primitif 2021 tel que présenté s'élevant à :

<u>Budget Annexe ANRU</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Recettes</u>
Section d'Investissement	0,00 €	0,00 €
Section de Fonctionnement	50 000,00 €	50 000,00 €
TOTAL	50 000,00 €	50 000,00 €

En vertu de l'article L. 2121-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute personne physique ou morale peut demander communication du budget primitif de l'exercice 2021. Conformément à l'article L. 311-9 du Code des Relations entre le Public et l'Administration, la consultation peut se faire sur place auprès des services de l'Hôtel de Ville, Place du Marché à Mainvilliers, Département d'Eure-et-Loir, aux heures d'ouvertures au public. En cas de reprographiques, les frais de reproduction seront à la charge du demandeur dans les limites fixées par délibération du Conseil Municipal. Les demandes de communication peuvent également être présentées par courriel à l'adresse suivante : mairie@ville-mainvilliers.fr. Les documents demandés seront transmis gratuitement sur la boîte courriel fourni par l'expéditeur.

L'extrait N° 2021-03-09, son rapport de présentation, ainsi que la note de présentation brève et synthétique ont fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de l'édition de mars 2021 et d'une publication sur le site Internet de la commune sur www.ville-mainvilliers.fr, conformément à la loi N° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe).

Le **29 MARS 2021**

Par délégation,
La Directrice Générale des Services,
Patricia MUND,



- CERTIFIÉ EXECUTOIRE -

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-09-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services. Luc BRUNET



De la publication au R.A.A. : édition du mois de mars 2021.

De la notification faite le : **1 AVR. 2021**

Rapport annexé publié :

sur le site internet le : **2 AVR. 2021**

avis de mise à disposition affiché le :

Le Responsable du secrétariat général des services certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le Tribunal Administratif peut être saisi par le biais de l'application informatique «Télérecours Citoyens», accessible sur le site Internet <http://www.telerecours.fr>, dans les formes et délais prévues aux articles L. 2122-13 et D. 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.



RAPPORT DE PRESENTATION DU BUDGET PRIMITIF 2021

BUDGET PRINCIPAL

BUDGET ANNEXE FOYER MARIE HELENE FOUCART

BUDGET ANNEXE ANRU

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Préambule	3
A/ Présentation générale du budget principal	4
1. La section de fonctionnement	4
1.1. Les recettes de fonctionnement	4
1.1.1- Les recettes de fiscalité et les dotations de l'Etat	5
1.1.2- Les autres recettes	8
1.1.3- Les recettes exceptionnelles	9
1.1.4- Le résultat de fonctionnement reporté.....	9
1.2. Les dépenses de fonctionnement.....	10
1.2.1. Les charges à caractère général	10
1.2.2. Les charges de personnel	11
1.2.3. Les autres charges de gestion courante	13
1.2.4. Les dépenses financières.....	14
1.2.5. Les dépenses exceptionnelles	14
2. La section d'investissement	15
2.1. Les recettes d'investissement	15
2.1.1- les recettes réelles d'investissement hors emprunt	15
2.1.2- les restes à réaliser de 2020.....	15
2.1.3. L'emprunt.....	16
2.2. Les dépenses d'investissement	17
2.2.1- les dépenses d'équipement	17
2.2.2- les restes à réaliser de l'exercice 2020.....	18
2.2.3- l'exécution des autorisations de programmes/ crédits de paiement (AP/CP).....	18
2.2.4- La dette	19
3. L'Épargne et la capacité de désendettement.....	20
4. Les ratios	21
B/ Les Budgets annexes.....	22
1. Budget annexe FOYER M.H FOUCART	22
2. Budget annexe ANRU	23

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



PREAMBULE

Le budget se définit comme l'acte par lequel le Conseil municipal prévoit les recettes et autorise les dépenses de l'exercice. Le vote du budget a été précédé par un débat d'orientation budgétaire (séance du conseil du 25 février 2021) lequel a donné la possibilité à chaque conseiller municipal de se prononcer sur les grands principes qui sont retenus pour l'élaboration du budget 2021.

Le budget est voté par chapitre budgétaire.

Le budget primitif 2021 vise à concrétiser les projets du programme de l'équipe municipale nouvellement élue avec un budget ambitieux de près de 12 M€ d'investissements.

Le budget primitif 2021 vise à concrétiser les projets du programme de l'équipe municipale nouvellement élue avec un budget ambitieux de près de 12 millions d'euros d'investissements.

Dans le cadre des engagements pris, de grands projets structurants au service des habitant-e-s sont d'ores et déjà engagés. Le budget 2021 se veut un budget d'avenir qui permettra de finir certains équipements et de lancer des chantiers attendus par les habitants.

Après l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement qui sera livré cette année, grâce à la mobilisation des subventions de l'Anru, 2021 verra démarrer le chantier de l'extension du Pôle Petite Enfance financé également à 80% par diverses subventions.

A cela s'ajoute le début des travaux de création des vestiaires Maroquin.

Accompagnée d'une Assistance à Maitrise d'Ouvrage, la Ville va ainsi lancer les études pour la réhabilitation extension de la salle des fêtes en créant un espace Salle culturelle/polyvalente et associative/Bibliothèque-Médiathèque.

Les études du nouveau groupe scolaire prévu dans le nouveau Projet Npnru en cœur de ville seront réalisées, prenant en compte l'évolution des effectifs scolaires sur les 10 prochaines années, tout comme la création du futur gymnase.

A côté de ces équipements subventionnés et inscrit dans le projet Anru, la Ville a décidé également de nouveaux investissements.

Attachée à la qualité d'accueil des enfants tant dans les écoles que dans les LSH, la garderie Coubertin sera agrandie dès 2021 avec des locaux neufs.

Autre priorité : la santé. La Ville créera un cabinet médical dans des locaux neufs dès la rentrée 2021 afin de pallier aux déserts médicaux que connaissent de nombreuses villes dont Mainvilliers.

Enfin, améliorer la circulation, rénover les trottoirs, créer des espaces verts participent de la qualité de vie en ville. Plus d'un million d'euros sera consacré à la rénovation de la voirie, en établissant un plan pluriannuel de rénovation des voiries par quartier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



A/ PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL

1. La section de fonctionnement

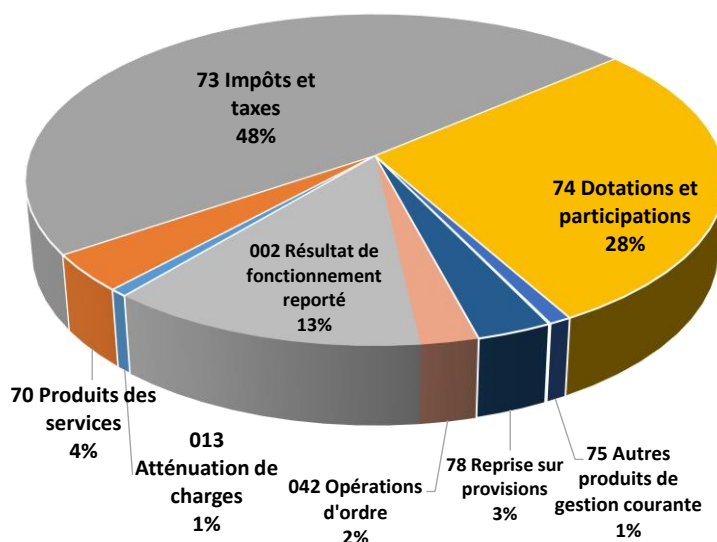
La section de fonctionnement regroupe toutes les recettes et les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la commune, c'est-à-dire les recettes et les dépenses qui reviennent régulièrement chaque année.

La section de fonctionnement s'élève à 16 575 158,47 € contre 14 830 602,54 €, équilibrée en recettes et en dépenses.

1.1. Les recettes de fonctionnement

Chap.	Recettes réelles de fonctionnement	BP 2018	BP 2019	BP 2020	BP 2021	Evolution 2021/2020	
						en valeur	en %
013	Atténuation de charges	180 000,00	140 000,00	125 000,00	120 000,00	-5 000,00	-4,00%
70	Produits des services	466 490,00	498 040,00	620 750,00	609 780,00	-10 970,00	-1,77%
73	Impôts et taxes	7 481 200,00	7 562 896,76	7 680 575,00	7 985 037,00	304 462,00	3,96%
74	Dotations et participations	4 275 807,00	4 501 376,00	4 898 114,97	4 665 850,00	-232 264,97	-4,74%
75	Autres produits de gestion courante	197 758,00	199 700,00	157 410,00	150 150,00	-7 260,00	-4,61%
77	Produits exceptionnels	20 534,00	25 000,00	302 465,00	11 500,00	-290 965,00	-96,20%
78	Reprise sur provisions				505 000,00	505 000,00	
042	Opérations d'ordre	140 879,00	146 700,00	511 063,92	388 563,00	-122 500,92	-23,97%
002	Résultat de fonctionnement reporté	3 120 835,87	3 547 454,37	535 223,65	2 139 278,47	1 604 054,82	299,70%
Total recettes réelles de fonctionnement		15 883 503,87	16 621 167,13	14 830 602,54	16 575 158,47	1 744 555,93	11,76%

Répartition des recettes de fonctionnement BP 2021



Les recettes fiscales et les dotations représentent 76 % des recettes de la Ville. Les produits des services ne représentent que 4 %.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

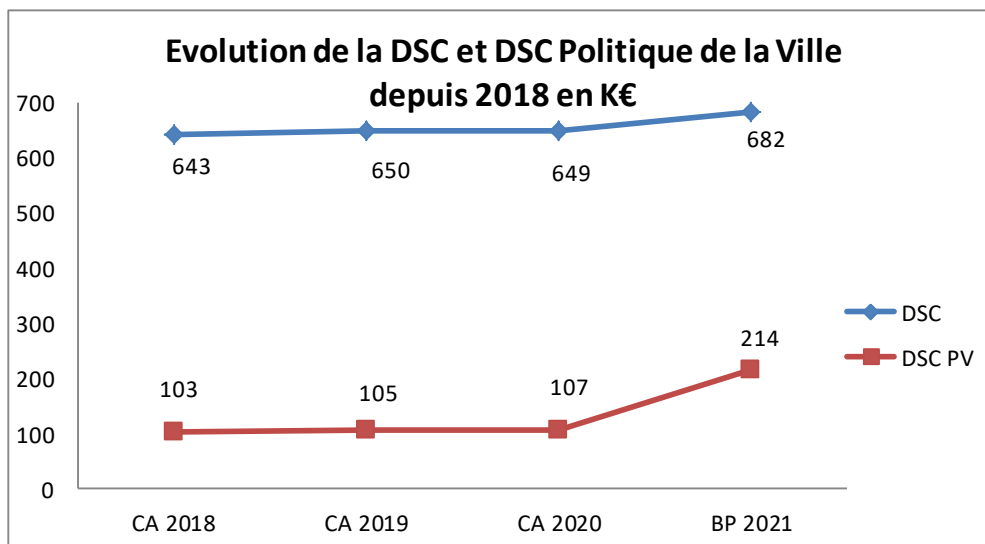
Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET



Le montant notifié pour 2021 est de 633 352 € en baisse par rapport à 2020. Mais Chartres métropole a mis en place une DSC « exceptionnelle » du fait de la crise COVID 19. La DSC « exceptionnelle » s'élève à 48 380 €.

Cela porte donc le montant de la DSC 2021 à 681 732 €.

La DSC Politique de la Ville a été notifiée à 214 124,31 €, en hausse par rapport à 2020.



En ce qui concerne le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) en vigueur depuis 2012, le montant FPIC 2020 s'établit à 794 €. Compte tenu que cette recette dépend de l'évolution de la carte intercommunale, par principe de prudence, nous proposons de ne rien inscrire au budget 2021.

Les autres recettes fiscales

Quant aux autres recettes fiscales, il est retenu une hypothèse de stabilité ou du moins la prévision est ajustée par rapport aux recettes réelles encaissées en 2020 :

- La taxe sur les déchets : le produit provient de la société Novergie Centre Orisane. Il dépend du tonnage de déchets brûlés. Il est proposé d'inscrire 140 000 € ;
- Les DMTO (droits de mutation à titre onéreux) dépendent de la dynamique des transactions immobilières sur la commune. Compte tenu de la situation sanitaire et par principe de prudence, il est proposé de reconduire le montant inscrit au BP 2020 soit 240 000 €.
- La TCCFE (taxe communale sur la consommation finale d'électricité) est nationalisée depuis le 1^{er} janvier 2021. Il est proposé d'inscrire 160 000 € ;
- Les droits de place correspondent à la redevance pour l'occupation du domaine public payé par les commerçants. Les années précédentes, le produit de cette taxe d'élevait autour de 32 000 €. Compte tenu du contexte sanitaire, il est proposé d'inscrire 25 000 € ;

Enfin la TLPE (taxe locale sur la publicité extérieure) est ajustée par rapport aux recettes réalisées en 2020, soit 32 000 €.

Accusé de réception, Ministère de l'Intérieur,

028-212802292-20210320-2021-03-00112

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/04/2021

Par délégation du Maire, le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET



Les dotations

En ce qui concerne les dotations, le montant inscrit en 2021 s'explique de la manière suivante :

- Une baisse de la dotation forfaitaire liée à la baisse de la population (11 707 en 2019 à 11 555 en 2020, source fiche DGF) ;
- Un maintien du montant de la DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) à 1 870 000 € + une estimation de la DSU pour les rythmes scolaires pour 41 800 € (moyenne des montants perçus) ;
- Un maintien de la DNP (Dotation Nationale de Péréquation) à 227 000 € ;
- Une estimation du remboursement du FCTVA de fonctionnement pour 10 000 € ;
- Pour les autres dotations :
 - Le solde du fonds de soutien pour la réforme du rythme scolaire pour 53 200 €
 - les frais d'assemblées pour les élections départementales et régionales pour 1 800 € ;
 - 10 000 € de subventions dans le cadre du contrat politique de la Ville
- Les dotations des autres communes concernent la participation financière pour l'accueil des élèves en classe ULIS (Unités localisées pour l'Inclusion Scolaire) estimées à 4 500 €.
- Les dotations GFP correspondent aux remboursements par Chartres métropole pour le transport scolaire. Il est proposé d'inscrire 91 000 € de recettes.
- 684 400 € correspondent aux dotations CAF (Caisse d'Allocations Familiales) pour les prestations service enfance et au contrat Enfance Jeunesse ;
- Il est proposé de reconduire le montant de 72 000 € pour la compensation de l'Etat concernant les exonérations de taxe foncière.

Il n'est pas proposé d'inscrire un montant pour la compensation d'Etat concernant l'exonération des taxes d'habitation, du fait de la compensation par le transfert de la part départementale de la taxe foncière sur le bâti.

Il en est de même pour la dotation de recensement, compte tenu de la crise sanitaire, il n'y aura pas de recensement.

Ainsi, le montant prévisionnel inscrit pour les dotations en 2021 est en baisse de - 4,74 % par rapport au BP 2020.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Dotations et participations		CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020 prévisionnel	BP 2021	Evolution BP 2021/2020
7411	DF	1 659 087,00	1 672 468,00	1 657 044,00	1 657 534,00	1 600 000,00	-3,44%
74123	DSU	1 817 302,20	1 866 520,00	1 866 000,00	1 954 949,20	1 911 800,00	2,45%
74127	DNP	227 336,00	246 811,00	227 000,00	231 891,00	227 000,00	0,00%
744	FCTVA	25 867,76			8 181,48	10 000,00	
74712	Emplois d'avenir	68 396,97	21 779,94	3 000,00	7 031,07	0,00	-100,00%
74718	Autres	106 007,80	61 621,98	122 780,00	112 455,56	65 150,00	-46,94%
7473	Département						
74748	Autres communes	7 011,00	4 674,00	5 000,00		4 500,00	-10,00%
74751	GFP	90 090,04	92 281,09	91 000,00	56 907,90	91 000,00	0,00%
7478	Autres organismes	250 991,99	341 954,56	619 682,97	1 073 945,61	684 400,00	10,44%
7482	Compensation perte TA	173,00	348,00		544,00		
74834	Etat- Compensation TF	68 492,00	70 152,00	304 483,00	72 123,00	72 000,00	-76,35%
74835	Etat- Compensation TH	198 446,00	213 887,00		232 360,00		
7484	Dotation de recensement	2 067,00	2 124,00	2 125,00	2 125,00	0,00	
total		4 521 268,76	4 594 621,57	4 898 114,97	5 410 047,82	4 665 850,00	-4,74%

1.1.2- Les autres recettes

Les produits des services sont notamment les concessions de cimetières, droits d'occupation du sol, droits d'entrées et inscriptions aux activités municipales (restauration scolaire, les accueils périscolaire, centre de loisirs, multi-accueil...) ainsi que les facturations ou remboursements liés aux différentes conventions (refacturation au CCAS et au foyer Marie Hélène Foucart).

Suite à la suppression de la taxe funéraire par la loi de finances 2021, la municipalité a décidé d'harmoniser les tarifs du cimetière. Hormis les tarifs du cimetière qui ont varié, les autres tarifs des services municipaux n'ont pas changé conformément au cadrage budgétaire posé par le débat d'orientation budgétaire.

Les recettes prévisionnelles des services pour 2021 s'établissent à 609 780 €, soit une baisse de -1,77 %.

Produits du domaine		CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020 prévisionnel	BP 2021	Evolution BP 2021/2020
70311	Concessions cimetières	32 642,00	33 107,72	30 000,00	42 378,50	50 400,00	68,00%
70312	Redevance funéraire	21 603,73	30 345,09	25 000,00	59 759,30		-100,00%
70323	Redevance occupation domaine	5 756,00	5 965,00	5 000,00	5 987,00	5 500,00	10,00%
70388	Autres redevances	26 468,71	29 871,10	25 800,00	20 771,79	17 800,00	
7062	Redevance services culturels	23 205,95	23 483,65	21 500,00	10 377,50	21 000,00	-2,33%
70631	Redevance services sportifs	15,30	102,08	500,00	35,73	50,00	-90,00%
7066	Redevance à caractère social			141 000,00	94 583,94	141 000,00	
7067	Redevances périscolaires	335 251,43	336 270,32	332 400,00	238 662,70	332 400,00	0,00%
7083	Locations diverses	400,00	426,70	400,00	0,00	400,00	0,00%
70841	MAD Budgets annexes	18 917,81	18 965,71	20 000,00	19 214,51	18 000,00	-10,00%
70846	MAD GFP	32 994,24					
70848	MAD Autres	0,00	11 330,53	0,00	11 862,25		
70873	Remboursement Frais CCAS	0,00	1 356,67	0,00	1 480,00	1 480,00	
70878	Remboursement Frais autres	24 484,49	39 536,11	19 150,00	30 443,02	21 750,00	13,58%
TOTAL		521 739,66	530 760,68	620 750,00	535 556,24	609 780,00	-1,77%

Les principales recettes :

- **332 400 €** la participation demandée aux familles pour :
 - la restauration scolaire : 240 000 €;
 - les centres de loisirs : 50 400 €
 - péri-scolaire : 40 000 €

Accusé de réception : 141 000 € de participations des familles pour la crèche familiale (100 000 €) et le multi-accueil (41 000 €) ;

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 50 400 € de concessions des cimetières dont 10 400 € de reversement du délégataire ;

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET



- **20 000 €** de recettes prévisionnelles pour la saison culturelle, et 1 000 € pour les frais d'inscription à la bibliothèque ;
- **17 800 €** de redevances dont 13 000 € correspondent à la participation du Département pour l'occupation des équipements sportifs, et 4 800 € aux indemnités d'occupations précaires des parcelles ;

Les produits de gestion comprennent essentiellement les loyers que la collectivité perçoit. Le montant prévisionnel tient compte des baux en cours. Il est proposé d'inscrire 144 700 €.

Ce chapitre comptabilise également les ventes de ferrailles, les pénalités de retard pour les livres non rendus.

Autres produits de gestion		CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020 prévisionnel	BP 2021	Evolution BP 2021/2020
752	Revenus immeubles	207 158,16	186 390,72	151 760,00	118 747,44	144 700,00	-4,65%
7588	Autres produits divers de gestion	15 393,72	11 961,08	5 650,00	6 214,34	5 450,00	-3,54%
TOTAL		222 551,88	198 351,80	157 410,00	124 961,78	150 150,00	-4,61%

Les **Atténuations de charges** comprennent les remboursements de salaires et les indemnités journalières pour les absences maladie et maternité d'agents relevant du régime général. Il est proposé d'inscrire une recette prévisionnelle de 120 000 €.

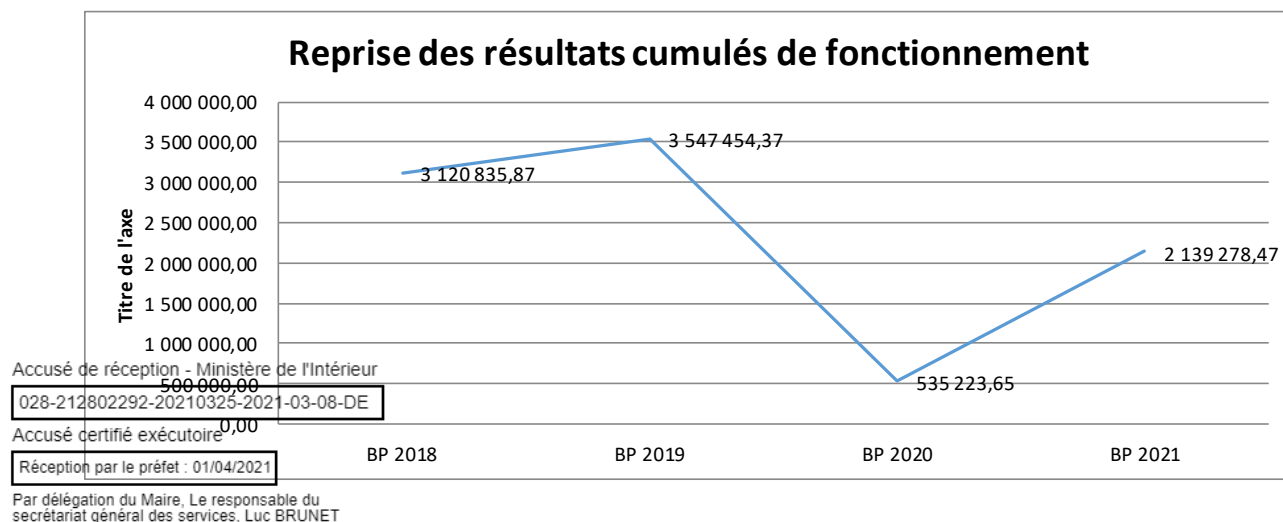
1.1.3- Les recettes exceptionnelles

Quant aux **produits exceptionnels**, il est proposé d'inscrire 11 500 € :

- 10 000 € pour les mandats sur titres annulés
- 1 500 € pour les recettes diverses

1.1.4- Le résultat de fonctionnement reporté

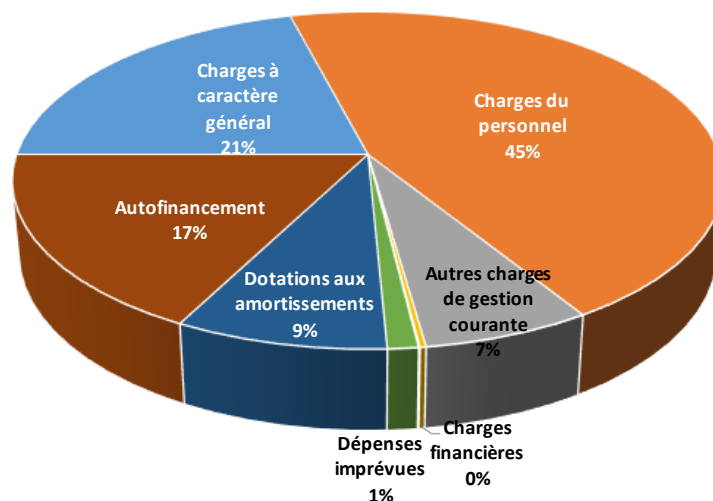
L'exercice 2020 s'est clôturé avec un résultat de fonctionnement s'établissant à 2 139 278,47 €.



1.2. Les dépenses de fonctionnement

Chap.	dépenses de fonctionnement	BP 2018	BP 2019	BP 2020	BP 2021	Evolution 2021/ 2020	
						en valeur	en %
011	Charges à caractère général	3 167 433,00	3 090 850,00	3 374 843,80	3 465 752,80	90 909,00	2,69%
012	Charges du personnel	6 323 264,00	6 400 476,00	7 336 096,01	7 487 690,00	151 593,99	2,07%
014	Atténuations de produits						
65	Autres charges de gestion courante	1 634 948,00	1 690 848,76	1 400 277,65	1 107 401,90	-292 875,75	-20,92%
66	Charges financières	54 657,00	49 360,00	50 810,00	39 510,00	-11 300,00	-22,24%
67	Charges exceptionnelles	18 964,00	25 000,00	29 000,00	8 000,00	-21 000,00	-72,41%
022	Dépenses imprévues	100 000,00	177 307,97	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00%
042	Dotations aux amortissements	803 000,00	880 000,00	920 000,00	1 388 363,35	468 363,35	50,91%
023	Autofinancement	3 781 237,87	4 307 324,40	1 519 575,08	2 878 440,42	1 358 865,34	89,42%
Total		15 883 503,87	16 621 167,13	14 830 602,54	16 575 158,47	1 744 555,93	11,76%

Répartition des dépenses de fonctionnement BP
2021



De même que pour les recettes de fonctionnement, il paraît utile de donner, pour chaque chapitre, les principales explications sur les crédits inscrits au BP 2021 en dépenses de fonctionnement.

Le budget prévisionnel 2021 sera conçu de façon à respecter les orientations politiques de la nouvelle équipe municipale.

1.2.1. Les charges à caractère général

Les **Charges à caractère général** constituent l'essentiel des dépenses d'activités des services municipaux. Pour 2021, un montant de 3 465 752,80 €, en hausse par rapport à 2020 à 3 374 843,80 €, soit + 90 909 €.

La principale augmentation de 110 000 € concerne le poste des achats de masques et de gel hydro alcoolique et des produits utilisés dans l'ensemble des bâtiments publics tous les jours pour respecter les consignes sanitaires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Par ailleurs pour contenir ce poste de dépenses, un redéploiement des crédits est demandé aux services afin de financer les mesures nouvelles suivantes :

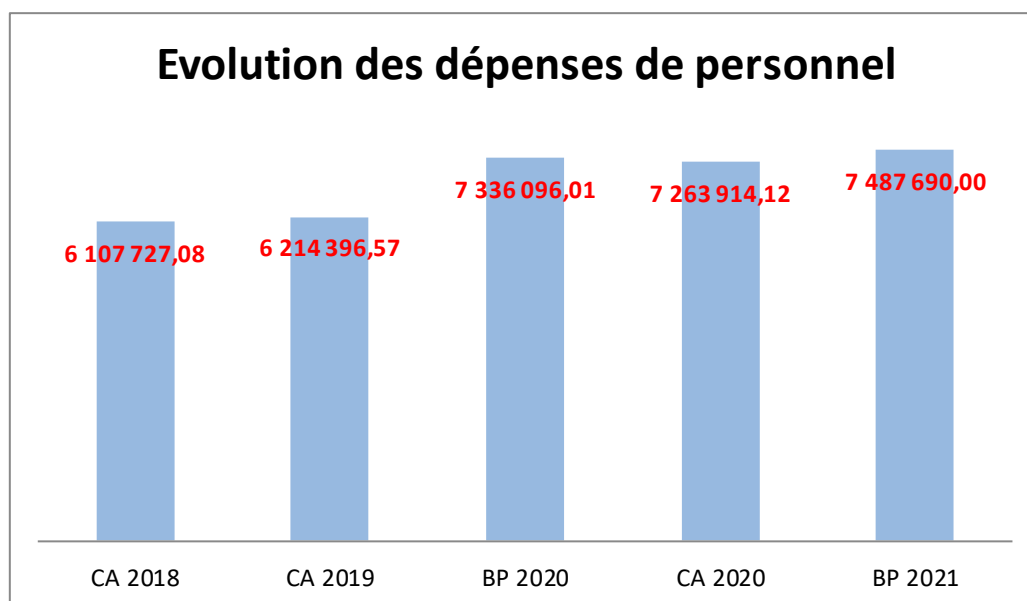
- pour la politique de la Ville ;
- pour les actions culturelles ;
- pour l'urbanisme ;
- Des mesures en faveur du développement durable et de la petite enfance.

1.2.2. Les charges de personnel

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	Evolution BP 2021/BP 2020	
						en valeur	en %
Charges de personnel	6 107 727,08	6 214 396,57	7 336 096,01	7 263 914,12	7 487 690,00	151 593,99	2,07%

Il est proposé d'inscrire 7 487 690 € pour les **charges de personnel**, soit une hausse de + 2,07 % par rapport au BP 2020.

En 2020, les charges de personnel ont augmenté du fait de la municipalisation des structures petite enfance (+ 915 000 €).



Pour 2021, l'augmentation de la masse salariale s'explique par :

- L'augmentation de 1.8% de Glissement, vieillesse, technicité (GVT),
- La création de postes en vue des projets structurants de la collectivité,
- Le remplacement d'agents ayant quittés la collectivité en incluant l'évolution des compétences des agents (recrutement avec compétences plus spécifiques),
- La revalorisation du RIFSEEP (régime indemnitaire) en fonction des postes occupés,
- La mise en place au 01/01/21 de l'indemnité de fin de contrat conformément au Décret n° 2020-1296 du 23 octobre 2020 relatif à l'indemnité de fin de contrat dans la fonction publique (fixée à 10 % de la rémunération brute globale perçue par l'agent au titre de son contrat et le cas échéant, de ses renouvellements).

L'indemnisation des agents pour les élections en 2021 (régionales et départementales en Juin 2021).

Accusé de réception public de l'arrêté de

028-212802292-2021-06-24-1220-318-0

Accusé certifié de l'exécution de l'arrêté de

Réception par le préfet 2021-06-24-1220-318-0

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET



Le BP 2021 intégrera également la mesure suivante décidée en Conseil Municipal à savoir :

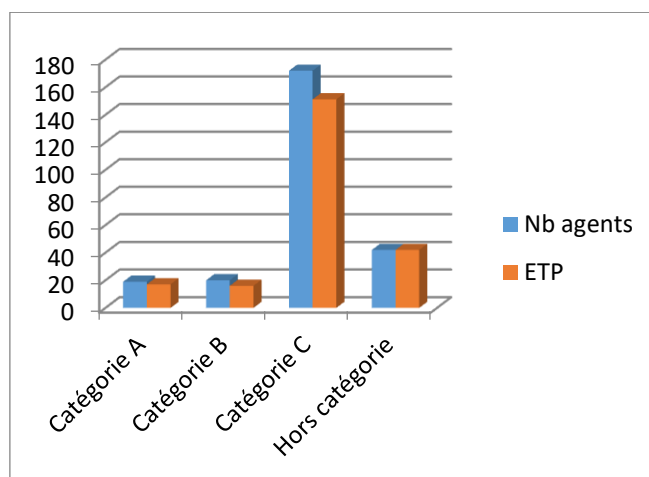
- L'adhésion au CNAS en faveur des agents actifs depuis plus d'un an au sein de la collectivité (soit 212 euros par agent)

Il est à noter que le montant en € par habitant (11 656 habitants source INSEE 2019) pour la strate de référence pour les dépenses de personnel est pour la commune **652 €/habitants**, soit bien inférieur à :

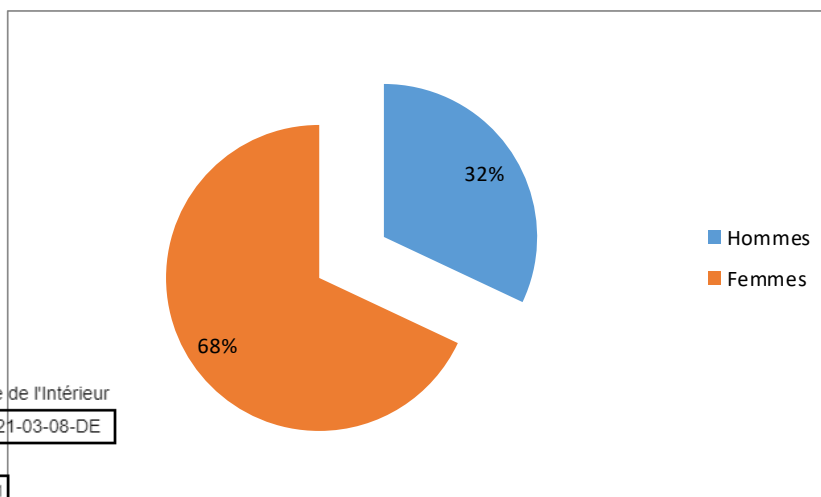
- 681 € pour les communes du Département d'Eure-et-Loir
- 787 € pour les communes de la strate dans l'Eure et Loir,
- 684 € pour les communes de la Région Centre Val de Loire
- 672 € pour le territoire National).

a. La structuration des emplois permanents au 1^{er} janvier 2021

La répartition par catégorie hiérarchique : (graphique)



✓ La répartition par sexe :



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



✓ La moyenne d'âge : 44 ans

Des femmes : 44

Des hommes : 45

✓ La répartition en Equivalent temps plein (ETP)

2020	Nb agents	ETP
Catégorie A	19	17,11
Catégorie B	20	16
Catégorie C	172	151,22
TOTAL	211	184
HORS CATEGORIES	42	TEMPS DE TRAVAIL CALCULE DIFFEREMMENT

b. La gestion du temps de travail

Conformément à la délibération adoptée par le Conseil Municipal N° 2001-12-11 de la séance du 12 décembre 2001 portant aménagement du temps de travail – passage aux 35 heures, la durée annuelle du temps de travail dans les services municipaux a été fixée à 1600 heures + 7 heures au titre de la journée de Solidarité soit 1607 heures.

c. Les avantages en nature

- 3 agents de la Ville bénéficient actuellement d'un logement par nécessité absolue de services (et un agent arrivé au 1^{er} janvier 2021 pour 2 mois dans l'attente de l'attribution d'un logement)
- Les repas pris au restaurant scolaire pour les agents des services éducation

1.2.3. Les autres charges de gestion courante

Les **autres charges de gestion** courante s'élèvent à 1 107 401,90 €, en baisse de – 327 469,71 €. Ce poste concerne les dépenses suivantes :

- **185 000 €** d'indemnités et de frais des élus;
- **355 817,90 €** l'enveloppe des subventions aux associations en hausse +22 995,47 € ;
- **61 124 €** de contribution au SIPPV qui correspond au rattrapage de 2016 ;
- **279 900 €** de subvention d'équilibre au CCAS ;
- **110 000 €** de subvention d'équilibre au budget annexe Foyer et **50 000 €** au budget annexe ANRU ;
- **28 000 €** de participation à la prévention spécialisée ;
- **12 000 €** d'enveloppe pour les aides aux familles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



détail 65: Autres charges de gestion courante		CA 2019	CA 2020	BP 2021	Ecart CA 2020/ BP 2021
6531	Indemnités élus	149 963,52	147 317,43	160 000,00	12 682,57
6532	Frais de mission	585,56	403,45	1 000,00	596,55
6533	Cotisations retraite	22 828,00	19 181,70	20 000,00	818,30
6535	Formations	2 714,67	1 800,00	4 000,00	2 200,00
65372	Cotisations fin de mandat	322,97			
6562	Matériels, équipements élus		37,20	0,00	-37,20
Sous-total - frais des élus		176 414,72	168 739,78	185 000,00	16 260,22
65548	Autres contributions	346 000,00	452 472,83	61 124,00	-391 348,83
6558	Contributions obligatoires	27 586,27	27 586,27	28 000,00	413,73
657362	Subventions au CCAS	814 604,72	302 838,64	279 900,00	-22 938,64
657363	Subventions au foyer + budget ANRU		123 391,01	160 000,00	36 608,99
Sous-total - contributions obligatoires		1 188 190,99	906 288,75	529 024,00	-377 264,75
6574	Subventions aux associations	341 941,68	332 822,43	355 817,90	22 995,47
651	Redevances pour concessions	9 675,96	17 188,35	13 660,00	-3 528,35
6541	Admissions en non valeur	2 520,51	1 901,66	3 800,00	1 898,34
6542	Créances éteintes		4 687,68	8 000,00	3 312,32
658822	Aides	1 416,00	3 241,80	12 000,00	8 758,20
65888	Autres	1,22	1,16	100,00	98,84
Sous-total - divers		13 613,69	27 020,65	37 560,00	10 539,35
TOTAL CHAPITRE 65		1 720 161,08	1 434 871,61	1 107 401,90	-327 469,71

1.2.4. Les dépenses financières

Le montant des frais financiers inscrits en 2021 reste en dessous des inscriptions budgétaires 2020. Il est proposé d'inscrire une somme de 39 150 € pour le paiement des frais financiers pour les 3 contrats d'emprunt.

1.2.5. Les dépenses exceptionnelles

détail 67: Charges exceptionnelles		CA 2019	CA 2020	BP 2021	Ecart CA 2020/ BP 2021
6711	Intérêts moratoires		4 372,32		-4 372,32
6718	Charges except/ Op de gestion	495,00			0,00
673	Titres annulés	580,00	1 253,91	5 000,00	3 746,09
6745	Subventions exceptionnelles		99,30		-99,30
678	Autres charges exceptionnelles	10 492,90	14 823,47	3 000,00	-11 823,47
total		11 567,90	20 549,00	8 000,00	-12 549,00

Il est proposé d'inscrire 8 000 € pour les charges exceptionnelles :

- 5 000 € pour les titres annulés ;
- 3 000 € pour les charges exceptionnelles diverses)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



2. La section d'investissement

Les principaux projets d'investissement sur 2021 porteront sur :

- La construction des vestiaires du stade Maroquin ;
- La construction du centre loisirs ;
- L'extension du pôle petite enfance ;
- Les travaux d'aménagement de voiries...

2.1. Les recettes d'investissement

2.1.1- les recettes réelles d'investissement hors emprunt

Le Fonds de compensation de la TVA (calculé à partir des dépenses d'investissement 2020). Il est proposé d'inscrire **300 000 €** compte tenu du montant des investissements réalisés en 2020.

Il est proposé d'inscrire **50 000 € pour la taxe d'aménagement**. Pour mémoire le montant perçu en 2020 s'élevait à 81 622,48 €. Cette taxe est aléatoire et dépend de la nature des permis à construire déposés.

Les amendes de police sont estimées à **60 000 €**.

Plusieurs dossiers demandes de subventions ont été déposés :

- Extension du pôle petite enfance : DETR énergie et DSIL
- Mise aux normes ADAP pour le CSE : DETR et DSIL.

Dans l'attente des notifications de subvention, il n'est pas proposé d'inscrire de recette à ce stade.

2.1.2- les restes à réaliser de 2020

Les reports de crédit sur 2020 de **3 594 070,84 €** concernent les subventions suivantes :

- | | |
|---|-----------|
| • Subvention CAF pour le portail famille : | 4 928 € |
| • Subvention ANRU pour la maison des projets : | 36 126 € |
| • Subvention de l'Etat pour l'étude de prospective financière : | 7 100 € |
| • Subvention ANAH pour le plan de sauvegarde : | 12 500 € |
| • Subventions ANRU : | 193 154 € |

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



- Subventions pour le centre de loisirs : 2 661 433 €
 - Entreprise Foncière : 109 100 €
 - DSIL : 210 992 €
 - CAF : 470 493 €
 - Région : 864 200 €
 - Etat : 916 648 €
 - DETR 2019 : 90 000 €

- Subvention DSIL 2020 pour la réfection de la charpente de l'église Sainte-Hilaire pour 22 000 € ;
- La construction des vestiaires du Stade Maroquin : 579 361,84 € :
 - DPV : 208 430,92 €
 - Etat : 208 430,92 €
 - ANRU : 162 500 €

- La construction de l'ascenseur de l'école Zola élémentaire : 77 468 € :
 - DETR 2020 : 38 734 €
 - DSIL : 38 734 €

2.1.3. L'emprunt

La ville n'a pas prévu de recourir à l'emprunt en 2021.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



2.2. Les dépenses d'investissement

2.2.1- les dépenses d'équipement

Chapitre 10 : inscription de 50 000 € pour faire face aux demandes de remboursements éventuels de taxe d'aménagement trop perçue des années précédentes.

Chapitre 20 les immobilisations incorporelles : 611 046,17 € dont les principaux postes sont :

- 483 396,17 € de frais d'études :
 - 290 396,17 € pour les études dans le cadre de l'ANRU
 - 193 000 € pour les diverses études comme la révision du Plan Local d'Urbanisme, frais d'étude sur la zone du Vallier, l'aménagement des Grandes ruelles, la ZAC de Boisville..... ;
- 127 650 € pour l'acquisition de logiciels : dématérialisation, sécurisation informatique, déploiement du télétravail....

Chapitre 21 les immobilisations corporelles : 4 210 498 € dont les principaux postes sont :

- **1 715 000 €** d'acquisition de terrains bâtis et non bâtis ;
- **767 800 € pour les sports et la jeunesse** :
 - 239 500 € stade Maroquin : modification de l'éclairage, travaux électrique, rénovation club house ;
 - 185 000 € pour la billetterie : city park, aménagement sanitaire et équipement ;
 - 180 000 € pour la mise aux normes du CSE et du centre CAROLLES ;
 - 56 080 € stade Coubertin : alarme, matériels pour le parc de fitness, réhabilitation du gymnase ;
- **385 165 €** pour les travaux et équipement des écoles :
 - 141 600 € école Zola élémentaire : reprise des réseaux eaux usées, alarme incendie, vidéo-projecteur..... ;
 - 80 790 € école Jean Zay maternelle : mobiliers pour le dédoublement de classe, vidéo-projecteur, alarme incendie, maîtrise d'œuvre pour l'extension du préau.... ;
 - 79 665 € école Jean Zay élémentaire : volets roulants, vidéo-projecteur, réfection bureau du directeur, abris-vélos... ;
 - 34 000 € école Coubertin maternelle : installation de portes extérieures, pose de volets roulants, et mobiliers pour le dédoublement de classe ;
 - 21 270 € école Hugo maternelle : mobiliers pour le dédoublement de classe, abris vélos, alarme incendie ;
 - 20 840 € école Coubertin élémentaire : réfection d'une classe et mobilier adapté à un élève présentant un handicap ;
- **220 435 €** pour les travaux de réfection des restaurants scolaires (faïences, toiles acoustiques, faux plafonds, luminaires...)
- **173 060 €** des travaux d'aménagement pour divers sites ;
- **86 015 €** de travaux et d'équipement en mairie (sécurisation, aménagement bureau, mobilier, chariots de ménage.... ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



- **90 000 €** pour 2 véhicules électriques et matériels de transports
- **55 000 €** pour le budget participatif ;....

Chapitre 23 : les immobilisations en cours : 1 216 500 € dont les principaux postes sont :

- Les travaux d'aménagement de voirie pour 930 500 € ;
- 100 000 € pour la construction d'une maison médicale ;
- 50 000 € pour l'extension du pôle petite enfance ;
- 43 000 € pour les vestiaires du stade Maroquin.

2.2.2- les restes à réaliser de l'exercice 2020

Les reports de crédit sur 2021 de 5 015 188,68 € concernent les principales opérations suivantes :

- Construction du centre de loisirs : 2 613 345,90 €
- Travaux des vestiaires stade Maroquin : 937 566,41 € ;
- Travaux et équipements des écoles : 280 504,39 € ;
- L'acquisition de véhicules divers : 238 297,93 € ;
- Divers travaux bureaux HDV : 211 303,56 € ;
- Aménagements de diverses voiries : 186 888,29 € ;
- Aménagement du Parc du Château : 114 087,84 € ;
- La maîtrise d'œuvre de l'extension du multi-accueil : 105 087,84 € ;
- La réfection des allées du cimetière : 84 806,40 € ;
- La réfection de la charpente Eglise Ste Hilaire : 68 892,49 € ;
- Les divers équipements (logiciels, mobiliers....) 174 408,27 €.

2.2.3- l'exécution des autorisations de programmes/ crédits de paiement (AP/CP)

Une autorisation de programme est votée en 2021. Elle concerne les trois opérations suivantes :

Opérations	Montant TTC	Crédits de paiement (CP) 2021	Crédits de paiement (CP) 2022	Crédits de paiement (CP) 2023	Crédits de paiement (CP) 2024 et suivants
1- Salle Culturelle et polyvalente	7 523 471 €	15 000 €	193 990 €	2 136 784 €	5 177 697 €
2- Bibliothèque	3 642 929 €	5 000 €	50 000 €	100 000 €	3 487 929 €
3- Gymnase Coubertin	3 800 557 €	30 000 €	24 000 €	111 702 €	3 634 855 €
Total	14 966 957 €	50 000 €	267 990 €	2 348 486 €	12 300 481 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET



2.2.4- La dette

L'annuité de la dette 2021 s'est élevée à 193 397,66 € se décomposant ainsi :

- capital : 151 608,75 € de dettes bancaires.
- Intérêts : 41 788,91 €

L'encours de dette est de 1 497 657,98 € au 1^{er} janvier 2021 contre 1 676 845,82 € au 1^{er} janvier 2020, soit une baisse de 10,69 %.

Le ratio de désendettement 2021 est de 1,05 année. La ville sera totalement désendettée au 31/12/2030 s'il n'y a pas de nouveaux emprunts souscrits.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



3. L'Épargne et la capacité de désendettement

Evolution de l'épargne

Chapitre	CA 2018	CA 2019	CA 2020	BP 2021
70	521 739,66	530 760,68	535 556,24	609 780,00
73	7 635 194,92	7 726 641,50	7 662 915,90	7 985 037,00
014	-38 849,10			
74	4 521 268,76	4 594 621,57	5 410 047,82	4 665 850,00
75	222 551,88	198 351,80	125 289,78	150 150,00
76				
77	39 907,88	156 241,50	268 255,85	11 500,00
Total RRF	12 901 814,00	13 206 617,05	14 002 065,59	13 422 317,00
011	2 823 852,91	2 790 824,02	2 667 136,43	3 465 752,80
012	6 107 727,08	6 214 396,57	7 263 914,12	7 487 690,00
013	-115 142,77	-115 142,77	-128 107,37	-120 000,00
65	1 602 994,46	1 720 161,08	1 434 871,61	1 107 401,90
67	11 567,90	20 549,00	9 718,51	8 000,00
Dépenses gestion	10 430 999,58	10 630 787,90	11 247 533,30	11 948 844,70
Epargne de gestion	2 470 814,42	2 575 829,15	2 754 532,29	1 473 472,30
66	54 331,86	50 209,24	46 154,27	41 788,91
Epargne brute	2 416 482,56	2 525 619,91	2 708 378,02	1 431 683,39
10	1 450 579,61	1 924 533,57	5 017 685,15	300 000,00
13	155 678,00	300 936,29	194 217,88	3 654 070,84
Autres recettes	400 500,00	550,00	3 000,00	3 580 921,24
Total RRI	2 006 757,61	2 226 019,86	5 214 903,03	7 534 992,08
Financement propre dispo	4 423 240,17	4 751 639,77	7 923 281,05	8 966 675,47
204				
20	229 163,64	121 566,43	52 654,09	662 001,54
21 et 23	2 678 107,38	2 380 814,85	2 436 547,94	10 591 231,31
autres DI	70 744,51	510 717,04	153 725,59	50 000,00
Total DRI	2 978 015,53	3 013 098,32	2 642 927,62	11 303 232,85
Remboursement dette	189 101,97	177 469,30	179 187,84	151 608,75
Epargne nette	2 227 380,59	2 348 150,61	2 529 190,18	1 280 074,64
Besoin de financement	-1 256 122,67	-1 561 072,15	-5 101 165,59	2 488 166,13
Emprunts nouveaux				
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur	028-212802292-2021-03-08-DE	0325-2021-03-08-DE		
Accusé certifié exécutoire				
Réception par le préfet	01/04/2021			
Ratio de désendettement	0,74	0,65	0,55	1,05

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET



Le taux d'épargne brute prévisionnelle devrait s'établir à 10% et la capacité de financement est positive, ce qui signifie que la Ville dispose des ressources nécessaires pour le remboursement de sa dette.

Le **ratio de désendettement** indique le nombre d'années qu'il faudrait pour rembourser la totalité de la dette en stock, si l'intégralité de l'épargne brute y était consacrée. Pour apprécier la situation de solvabilité de la commune il convient de se référer aux 3 zones déterminées pour ce ratio :

- zone verte, « vertueuse » : inférieure à 8 ans ;
- zone orange, « endettement limite » : de 8 à 14 ans, surtout à partir de 12 ans ;
- zone rouge, « critique » (surendettement) : à partir de 15 ans.

La Ville a un ratio de désendettement de 1,05 année, elle est donc en zone « vertueuse ».

En l'état actuel des contrats d'emprunt en cours, la Ville de Mainvilliers sera totalement désendettée au 31 décembre 2030.

4. Les ratios

Calcul des 10 ratios obligatoires pour les communes de plus de 10 000 habitants.

	RATIOS VILLE	BP 2021			Strate
1	Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population	12 308 354,70	11 462	1 074	1 087
2	Produit des impositions directes / population	6 000 000,00	11 462	523	574
3	Recettes réelles de fonctionnement (RRF) - 79 / population	13 542 317,00	11 462	1 181	1 284
4	Dépenses d'équipement brut / population	11 253 232,85	11 462	982	310
5	Encours de la dette / population	1 497 657,98	11 462	131	886
6	DGF / population	1 600 000,00	11 462	140	176
7	Dépenses de personnel / DRF	7 487 690,00	12 308 354,70	60,83%	59,40%
8	DRF + capital de la dette remboursée / RRF	12 460 054,70	13 542 317,00	92,01%	91,60%
9	Dépenses d'équipement brut / RRF	11 253 232,85	13 542 317,00	83,10%	24,10%
10	Encours de la dette / RRF	1 497 657,98	13 542 317,00	11,06%	69,00%

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



B/ LES BUDGETS ANNEXES

1. Budget annexe FOYER M.H FOUCART

Le budget annexe Foyer M.H Foucart s'établit à 369 520 € en fonctionnement pour l'exercice 2021.

En **recette de fonctionnement**, la principale recette correspond aux repas vendus aux usagers du foyer. Elle est estimée à 164 750,00 €. La somme de 9 000 € représente les remboursements des indemnités journalières que nous percevons au titre des arrêts maladies hors maladies ordinaires.

La reprise du résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 s'élève à 84 842,45 €.

La ville de Mainvilliers vient compenser par une subvention à hauteur de 109 917,55 €.

Chap.	Recettes de fonctionnement	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	Taux évolution BP 2021/ BP 2020
70	Produits des services	171 165,91	200 412,13	194 050,00	155 917,77	164 750,00	84,90%
74	Dotations et subventions	138 533,20	122 833,25	85 791,01	123 391,01	109 917,55	128,12%
75	Autres produits de gestion	307,52	0,96	0,00	1,56	10,00	
77	Produits exceptionnels			1 000,00		1 000,00	100,00%
013	Atténuation de charges	8 503,59	9 914,51	9 300,00	8 511,03	9 000,00	96,77%
002	Excédent de fonctionnement reporté	35 846,80	38 615,60	67 649,99	67 649,99	84 842,45	125,41%
Total		354 357,02	371 776,45	357 791,00	355 471,36	369 520,00	103,28%

En **dépenses de fonctionnement**, il est proposé d'inscrire la somme de 369 520,00 € pour arriver à l'équilibre.

La rémunération du personnel représente 58 % du budget total. Les charges à caractères générales sont en augmentation, cela est dû à la reprise des contrats d'entretien, 10 000 €, auparavant prévus sur le budget principal Ville.

L'alimentation reste le premier poste de dépenses : 84 000 €, l'animation représente 24 000 €, quant aux fluides (électricité, eau, chauffage...) : 15 000 €.

En chapitre 65, nous prévoyons une somme de 1 570 €, en prévision de créances irrécouvrables.

Chap.	dépenses de fonctionnement	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	Taux évolution BP 2021/ BP 2020
011	Dépenses afférentes à l'exploit. courante	106 925,48	103 309,85	146 391,00	101 847,36	152 730,00	104,33%
012	Charges du personnel	208 815,94	199 642,98	207 850,00	168 462,35	213 220,00	102,58%
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 173,63	1 550,00	1,45	1 570,00	101,29%
67	Charges exceptionnelles			1 000,00	317,75	1 000,00	100,00%
022	Dépenses imprévues			1 000,00		1 000,00	100,00%
Total		315 741,42	304 126,46	357 791,00	270 628,91	369 520,00	103,28%

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du secrétariat général des services, Luc BRUNET



2. Budget annexe ANRU

Ce budget annexe est créé depuis le 1^{er} janvier 2020 pour la reconstruction du quartier « Tallemont-Bretagne ». En 2020, il n'y a pas eu d'activité compte tenu du contexte sanitaire. Il est proposé de reconduire au BP 2021 le même montant, à savoir 50 000 € :

- 45 000 € pour les frais d'études ;
- 5 000 € pour les dépenses imprévues.

Pour mémoire ce budget annexe sert à la gestion d'achat de terrains dans le cadre de l'optimisation financière (récupération de TVA).

Les dépenses concernant l'ANRU sont portées dans le budget principal VILLE :

- 2 720 995,90 € pour le centre de loisirs ;
- 980 566,41 € pour les vestiaires du stade Maroquin ;
- 290 396,17 € pour les études ;
- 50 000 € pour l'extension du Pôle petite enfance,

Soit un total de 4 041 958,48 €, soit 34 % du budget d'investissement 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET





Budget Primitif 2021 VILLE Budget principal

	DEPENSES	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	Reports 2020	BG 2021		RECETTES	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	Reports 2020	BG 2021
F O N C T I O N N E M E N T	Chap 011 Charges à caractère gal	2 790 824,02	3 374 843,80	2 667 136,43	3 465 752,80		3 465 752,80	Chap 013 Atténuations de charges	115 142,77	125 000,00	128 107,37	120 000,00			120 000,00
	Chap 012 Charges de personnel	6 214 396,57	7 336 096,01	7 263 914,12	7 487 690,00		7 487 690,00	Chap 70 Produits des services	530 760,68	620 750,00	535 556,24	609 780,00			609 780,00
	Chap 014 Atténuation de produits	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	Chap 73 Fiscalité	7 726 641,50	7 680 575,00	7 662 915,90	7 985 037,00			7 985 037,00
	Chap 65 Autres charges gestion	1 720 161,08	1 400 277,65	1 434 871,61	1 107 401,90		1 107 401,90	Chap 74 Dotations, subventions	4 594 621,57	4 898 114,97	5 410 047,82	4 665 850,00			4 665 850,00
	Chap 66 Frais financiers	50 209,24	50 810,00	43 912,77	39 510,00		39 510,00	Chap 75 Autres produits	198 351,80	157 410,00	125 289,78	150 150,00			150 150,00
	Chap 67 Charges exceptionnelles	20 549,00	29 000,00	9 718,51	8 000,00		8 000,00	Chap 76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00
	Chap 022 Dépenses imprévues		200 000,00		200 000,00		200 000,00	Chap 77 Produits exceptionnels	156 241,50	302 465,00	268 255,85	11 500,00			11 500,00
	Chap 042 Dotations amortissement	879 205,62	920 000,00	893 052,15	1 388 363,35		1 388 363,35	Chap 78 Reprise sur Provision				505 000,00			505 000,00
	Chap 042 Dotations prov budgétaires							Art 002 Résultat fonct reporté	3 547 454,37	535 223,65	535 223,65	2 139 278,47			2 139 278,47
	Chap 042 Plus values cessions	70 461,18		38 865,29				Chap 042 Travaux en régie	42 164,48	56 649,76					
I N V E S T I S S E M E N T	Chap 042 Sorties d'actifs	55 229,94		229 061,42			0,00	Chap 042 Reprises prov budgét.		400 000,00					
	Art 023 Autofinancement		1 519 575,08		2 878 440,42		2 878 440,42	Chap 042 Moins values cessions	7 136,12						
	Total dépenses exploitation	11 801 036,65	14 830 602,54	12 580 532,30	16 575 158,47	0,00	16 575 158,47	Chap 042 Subv invt virées en fonct.	57 655,00	54 414,16	54 414,16	388 563,00			388 563,00
								Total recettes exploitation	16 976 169,79	14 830 602,54	14 719 810,77	16 575 158,47	0,00	16 575 158,47	
	Chap 040 Amort. subv invt reçues	57 655,00	511 063,92	54 414,16	388 563,00		388 563,00	Art 021 Autof complément		1 519 575,08		2 878 440,42			2 878 440,42
	Chap 040 Reprise prov budgétaire							Chap 040 Amortissements	879 205,62	920 000,00	893 052,15	1 388 363,35			1 388 363,35
	Chap 040 Moins values de cessions	7 136,12						Chap 040 Provisions budgétaires							
	Chap 040 Travaux en régie	42 164,48						Chap 040 Plus values cessions	70 461,18		38 865,29				
								Chap 040 Sorties d'actif	55 229,94		229 061,42				
	Chap 041 Opération patrimoniale							Chap 041 Opération patrimoniale							
	Chap 020 Dépenses imprévues		125 660,16		200 000,00		200 000,00								
	Chap 10 Remb. fonds divers	12 421,98	82 000,00	81 868,97	50 000,00		50 000,00								
	Chap 13 Subventions														
	Chap 204 Subv. d'équipement	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	Chap 024 Produits de cession				0			0,00
	Chap 20 Immob. incorporelles	121 566,43	325 768,87	52 654,09	611 046,17	50 955,37	662 001,54	Chap 10 1068- Réserves	1 368 917,28	4 640 765,60	4 640 765,60	0,00			0,00
	Chap 21 Immob. corporelles	2 034 609,08	3 727 604,13	1 287 572,65	4 210 498,00	1 106 356,50	5 316 854,50	Chap 10 Autres fonds divers	105 110,65	82 000,00	81 622,48	50 000,00			50 000,00
	Chap 23 Travaux	346 205,77	5 553 807,98	1 148 975,29	1 216 500,00	3 857 876,81	5 074 376,81	Chap 10 FCTVA	462 927,62	460 000,00	377 166,04	300 000,00			300 000,00
	Chap 26 Immob. financières						0,00	Chap 13 Subventions	300 936,29	2 954 621,00	194 217,88	60 000,00	3 594 070,84		3 654 070,84
	Chap 27 Autres immob. financières						0,00	Chap 20-23 Rembt avances							0,00
	Chap 4541 Tx pour cpte de tiers							Chap 27 Autres immob financiers							0,00
	Chap 16 capital de la dette	182 719,30	194 200,00	179 487,84	160 000,00		160 000,00	Chap 4542 Tx pour cpte de tiers							0,00
	Art 001 Solde d'exécution	510 717,04	71 856,62	71 856,62				Chap 16 Emprunts et avances	550,00	15 000,00		3 000,00			3 000,00
	Total dépenses investissement	3 315 195,20	10 591 961,68	2 876 829,62	6 836 607,17	5 015 188,68	11 851 795,85	Art 001 Solde d'exécution				3 577 921,24			3 577 921,24
								Total recettes investissement	3 243 338,58	10 591 961,68	6 454 750,86	8 257 725,01	3 594 070,84	11 851 795,85	



Présentation brève et synthétique

Budget primitif 2021

ARTICLE L.2313-1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

RAPPEL RÉGLEMENTAIRE

L'article 107 de la loi NOTRe est venu compléter les dispositions de l'article L.2313-1 du CGCT en précisant : « Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. »

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Données synthétiques sur la situation financière de la commune

Budget primitif 2021

	RATIOS VILLE	BP 2021		Mainvilliers	Moyenne nationale des communes de même strate
1	Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population	12 308 354,70	11 462	1 074	1 087
2	Produit des impositions directes / population	6 000 000,00	11 462	523	574
3	Recettes réelles de fonctionnement (RRF) - 79 / population	13 542 317,00	11 462	1 181	1 284
4	Dépenses d'équipement brut / population	11 253 232,85	11 462	982	310
5	Encours de la dette / population	1 497 657,98	11 462	131	886
6	DGF / population	1 600 000,00	11 462	140	176
7	Dépenses de personnel / DRF	7 487 690,00	12 308 354,70	60,83%	59,40%
8	DRF + capital de la dette remboursée / RRF	12 460 054,70	13 542 317,00	92,01%	91,60%
9	Dépenses d'équipement brut / RRF	11 253 232,85	13 542 317,00	83,10%	24,10%
10	Encours de la dette / RRF	1 497 657,98	13 542 317,00	11,06%	69,00%

Budgets primitifs du budget Principal et des budgets Annexes

<i>BP 2021</i>		<i>Dépenses</i>	<i>Recettes</i>
Budget principal	Fonctionnement	16 575 158,47	16 575 158,47
	Investissement	11 851 795,85	11 851 795,85
	<i>TOTAL</i>	<i>28 426 954,32</i>	<i>28 426 954,32</i>
Budget annexe Foyer	Fonctionnement	369 520,00	369 520,00
	Investissement		
	<i>TOTAL</i>	<i>369 520,00</i>	<i>369 520,00</i>
Budget annexe ANRU	Fonctionnement	50 000,00	50 000,00
	Investissement		
	<i>TOTAL</i>	<i>50 000,00</i>	<i>50 000,00</i>
TOTAL BUDGETS		28 846 474,32	28 846 474,32

Quelques données clés :

- Dépenses d'équipement brut : 11 253 232,85 € (chapitres 20, 21, 23, 45, 722).
 - Encours de dette du budget principal au 1^{er} janvier 2021 : 1 497 657,98 €.
- Produit prévisionnel de la fiscalité locale 2021 (taxes foncières) : 6 000 000 €,**
- Dotation Globale** de Fonctionnement (Dotation forfaitaire + Dotation de Solidarité Urbaine + Dotation de Solidarité Rurale) : 3 497 186 €,
- Frais financiers : 41 800 €**

Produit prévisionnel

028-212802292-202107261011-Global

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet **Ernie financiers :**

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



**Liste prévisionnelle des concours attribués par la commune sous
forme de prestations en nature ou de subventions.**

ASSOCIATIONS		
Association Euréliades	Association	2 000,00
Club de Modélisme du Pays Chartrain	Association	500,00
Association Mainvilliers Scrabble	Association	95,00
Association La Vaillante	Association	6 000,00
Mainvilliers Culture Loisirs	Association	3 000,00
Association Harmonie - Ecole de musique	Association	5 000,00
Compagnie Jacques Kraemer	Association	4 750,00
FOL 28	Association	3 000,00
Le Mbongui de Chartres	Association	1 400,00
TOTAL CULTURE		25 745,00
Comité des Œuvres Sociales	Association	
Association des commerçants et artisans actifs de Mainvilliers	Association	1 000,00
TEPATOUSEUL	Association	750,00
Femmes Afriques et d' Ailleurs (AFAEL)	Association	500,00
Restos du cœur	Association	1 000,00
JALMALV	Association	200,00
Les Psychomotriciens	Association	200,00
AGIR	Association	200,00
Comité Valentin Hauys	Association	300,00
TOTAL VIE SOCIALE		4 150,00
Association APE Coubertin	Association	200,00
Association APE Zola	Association	200,00
Association APE J.Zay	Association	200,00
Coopérative scolaire Ecole élémentaire Coubertin - St Georges		1 267,00
Coopérative scolaire Ecole élémentaire Zola - Carolles		10 000,00
Coopérative scolaire Ecole Elémentaire Coubertin (Carolles)		10 000,00
Coopérative scolaire Ecole Elémentaire J.Zay (Carolles)		10 000,00
Coopérative scolaire Ecole élémentaire Coubertin (Valloire)		8 804,00
Fédération Léo Lagrange (reverst CAF)	Association	27 775,66
Fédération Léo Lagrange	Association	22 938,74
Léo Lagrange	Association	2 500,00
ADSEA	Association	937,50
CSM Football	Association	2 000,00
Reconstruire Ensemble	Association	5 600,00
Reconstruire Ensemble	Association	275,00
ACLAAM	Association	1 450,00
CRIA	Association	1 450,00
RECREA LES VAUROUX		125,00
CROSS TRAINING ET BODYWEIGHT	Association	2 000,00
028-212802292-20210325-2021-03-08-DE	Association	2 500,00
Accusé certifié exécutoire	Association	2 000,00
Réception par le préfet... 01/04/2021		
TOTAL EDUCATION - ENFANCE		112 222,90

Accusé de réception en préfecture

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet... 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, LUC BRUNET



ASSOCIATIONS		
Pétanque sportive	Association	600,00
ASPTT Chartres	Association	1 800,00
Badminton Passion Mainvilliers	Association	16 500,00
CSM Dojo Beauceron	Association	9 000,00
CSM TENNIS	Association	8 000,00
Lucé-Mainvilliers PTT athlétisme	Association	18 800,00
CSM Basket	Association	18 500,00
CSM Cyclisme	Association	12 000,00
Les Majorettes de Mainvilliers	Association	4 000,00
CSM Football	Association	70 000,00
Mainvilliers Chartres Hand Ball	Association	45 000,00
Cercle Nautique des Vauroux	Association	3 000,00
Palme Eurélienne	Association	1 000,00
Team Main Cross Training	Association	500,00
TOTAL SPORT		208 700,00
TOTAL ASSOCIATIONS		350 817,90

Liste des organismes pour lesquels la ville détient une part du capital

NEANT

Liste des organismes pour lesquels la ville a garanti un emprunt

Catégories de bénéficiaires	Nature juridique	Montant initial	Capital restant dû	Nombre d'emprunts
CHARTRES HABITAT	SA HLM	3 087 878,91 €	2 659 779,89 €	10
EURE ET LOIR HABITAT	SA HLM	927 500,00 €	580 928,01 €	3
HABITAT EURELIEN	Office public de l'habitat	3 035 000,00 €	2 692 296,76 €	12
IMMOBILIERE VAL DE LOIRE	SA HLM	10 574 343,47 €	7 727 787,03 €	33
HLM LA ROSERAIE	SA HLM	692 055,00 €	499 971,93 €	1
TOTAL		18 316 777,38 €	14 160 763,62 €	59

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Amortissement de la dette garantie

ANNÉE	CRD début exercice	Capital amorti	Intérêts	ANNUITÉ	CRD fin exercice
2021	14 160 763,80	448 756,06	390 381,81	839 137,87	13 712 007,74
2022	13 712 007,74	462 775,05	378 373,89	841 148,93	13 249 232,69
2023	13 249 232,69	477 361,73	365 825,45	843 187,17	12 771 870,96
2024	12 771 870,96	500 521,31	352 187,92	852 709,23	12 271 349,65
2025	12 271 349,65	496 421,97	336 320,08	832 742,05	11 774 927,68
2026	11 774 927,68	490 679,95	322 122,91	812 802,86	11 284 247,73
2027	11 284 247,73	506 776,43	308 155,87	814 932,29	10 777 471,30
2028	10 777 471,30	490 861,75	293 542,41	784 404,17	10 286 609,55
2029	10 286 609,55	495 248,41	279 342,60	774 591,01	9 791 361,14
2030	9 791 361,14	512 555,59	264 815,42	777 371,01	9 278 805,55
2031	9 278 805,55	413 480,03	245 213,62	658 693,65	8 865 325,52
2032	8 865 325,52	426 153,68	234 572,56	660 726,23	8 439 171,84
2033	8 439 171,84	426 810,12	223 462,83	650 272,94	8 012 361,72
2034	8 012 361,72	440 303,33	212 050,30	652 353,63	7 572 058,39
2035	7 572 058,39	409 504,25	200 128,30	609 632,55	7 162 554,14
2036	7 162 554,14	422 385,58	189 377,22	611 762,80	6 740 168,56
2037	6 740 168,56	964 048,48	178 134,19	1 142 182,67	5 776 120,08
2038	5 776 120,08	386 659,56	144 817,13	531 476,69	5 389 460,52
2039	5 389 460,52	364 842,47	133 517,26	498 359,73	5 024 618,05
2040	5 024 618,05	378 174,08	122 435,84	500 609,92	4 646 443,97
2041	4 646 443,97	392 080,92	110 803,89	502 884,80	4 254 363,05
2042	4 254 363,05	382 713,15	98 595,02	481 308,17	3 871 649,90
2043	3 871 649,90	335 090,20	86 175,53	421 265,74	3 536 559,70
2044	3 536 559,70	201 932,80	75 851,28	277 784,08	3 334 626,90
2045	3 334 626,90	206 389,31	71 785,43	278 174,74	3 128 237,59
2046	3 128 237,59	210 985,91	67 584,65	278 570,56	2 917 251,68
2047	2 917 251,68	215 728,18	63 243,48	278 971,65	2 701 523,50
2048	2 701 523,50	220 621,91	58 756,15	279 378,06	2 480 901,59
2049	2 480 901,59	225 673,14	54 116,71	279 789,84	2 255 228,45
2050	2 255 228,45	230 888,20	49 318,88	280 207,09	2 024 340,25
2051	2 024 340,25	236 273,68	44 356,18	280 629,86	1 788 066,57
2052	1 788 066,57	241 836,53	39 221,68	281 058,21	1 546 230,04
2053	1 546 230,04	247 583,89	33 908,33	281 492,22	1 298 646,15
2054	1 298 646,15	253 523,41	28 408,62	281 932,03	1 045 122,74
2055	1 045 122,74	251 798,46	22 714,91	274 513,37	793 324,28
2056	793 324,28	162 440,13	16 940,27	179 380,39	630 884,15
2057	630 884,15	152 054,85	12 367,37	164 422,21	478 829,30
2058	478 829,30	118 018,00	7 868,48	125 886,48	360 811,30
2059	360 811,30	38 055,37	4 925,29	42 980,66	322 755,93
2060	322 755,93	38 601,78	4 378,88	42 980,66	284 154,15
2061	284 154,15	39 156,56	3 824,11	42 980,66	244 997,59
2062	244 997,59	39 719,84	3 260,82	42 980,66	205 277,75
2063	205 277,75	40 291,76	2 688,90	42 980,66	164 985,99
2064	164 985,99	40 872,58	2 108,08	42 980,66	124 113,41
2065	124 113,41	38 345,23	1 518,80	39 864,03	85 768,18
2066	85 768,18	6 161,98	969,18	7 131,16	79 606,20
2067	79 606,20	6 231,61	899,55	7 131,16	73 374,59
2068	73 374,59	6 302,02	829,14	7 131,16	67 072,57
2069	67 072,57	6 373,24	757,92	7 131,16	60 699,33
2070	60 699,33	6 445,26	685,90	7 131,16	54 254,07
2071	54 254,07	6 518,08	613,08	7 131,16	47 735,99
2072	47 735,99	6 591,74	539,42	7 131,15	41 144,25
2073	41 144,25	6 666,23	464,93	7 131,16	34 478,02
2074	34 478,02	6 741,56	389,60	7 131,16	27 736,46
2075	27 736,46	6 817,73	313,43	7 131,16	20 918,73
2076	20 918,73	6 894,77	236,39	7 131,16	14 023,96
2077	14 023,96	6 972,68	158,48	7 131,16	7 051,28
2078	7 051,28	7 051,28	79,88	7 131,16	0,00
TOTAL GENERAL		14 160 763,80	6 146 436,25	20 307 199,96	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-20210408-D5

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



**Liste des organismes pour lesquels la ville a versé une subvention
supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au
compte de résultat de l'organisme – Données de 2020, dernier exercice
clos**

NEANT

**Tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné à l'article
L300-5 du Code de l'Urbanisme – Données de 2020, dernier exercice clos.**

Les acquisitions

NEANT

Les cessions

Identité de l'acheteur	nature du bien	situation	Désignation cadastrale		prix TTC
Espace Foncier Conseil (Nexity)	Terrains à bâtir	Les Clozeaux	AV	96	9 492,47 €
		Les Clozeaux	AV	398	23 139,76 €
		Les Clozeaux	AV	81 et 65	29 068,11 €
		Les Clozeaux	AV	60	8 636,21 €
		Les Clozeaux	AV	66	182 063,45 €
Mme CHAPELLIER	Terrains à bâtir	Le Vallier	AW	121	10 340,00 €
Chartres métropole	Chemin rural	Les Champs Tondus	ZL	318	5 186,71 €
TOTAL					267 926,71 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



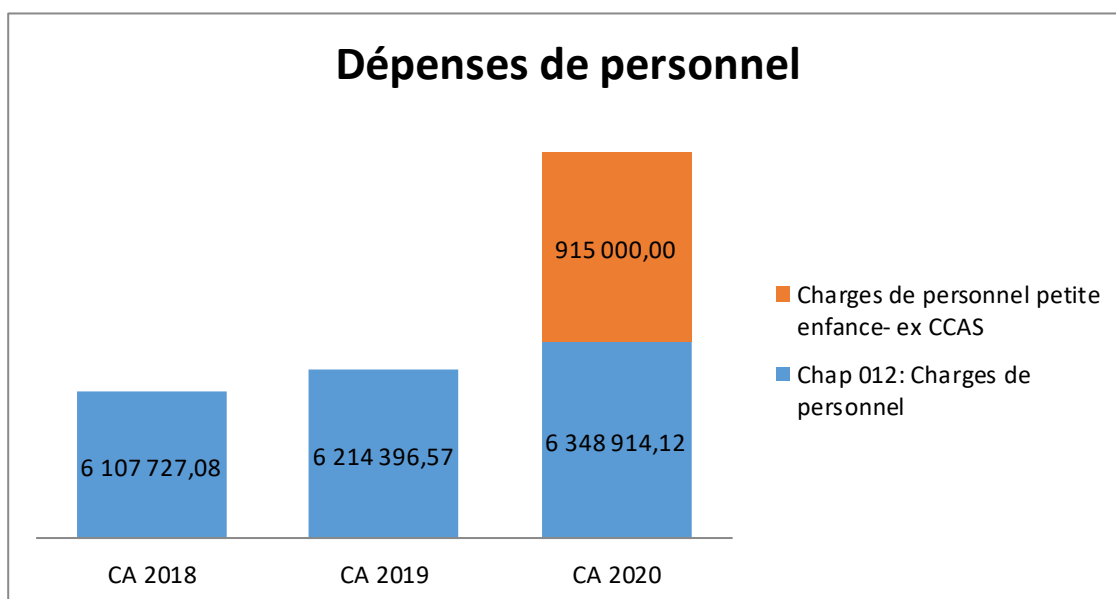
La structure des effectifs

Les **charges de personnel** font apparaître un montant de 7 263 914,12 €, en hausse de 1 049 517,55 € (+ 16,89 %) par rapport à 2019.

a. Evolution des dépenses depuis 2018

Les **dépenses de personnel** ont augmenté de 5.43% sur la période 2018-2020. Cette augmentation est liée à :

- La mise en œuvre des mesures nationales qui s'imposent à la collectivité en matière d'emplois et de carrière, d'augmentation des cotisations,
- La mise en œuvre de mesures gouvernementales et notamment la poursuite du PPCR (Parcours Professionnel des Carrières et des Rémunérations) en 2019.
- En 2020 avec la municipalisation des structures petite enfance pour environ 915 000 €
- Le versement de la prime COVID en 2020 pour 15 641 €.



L'augmentation réelle des dépenses de personnel, hors municipalisation des structures Petite Enfance, est de +2,16 %

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

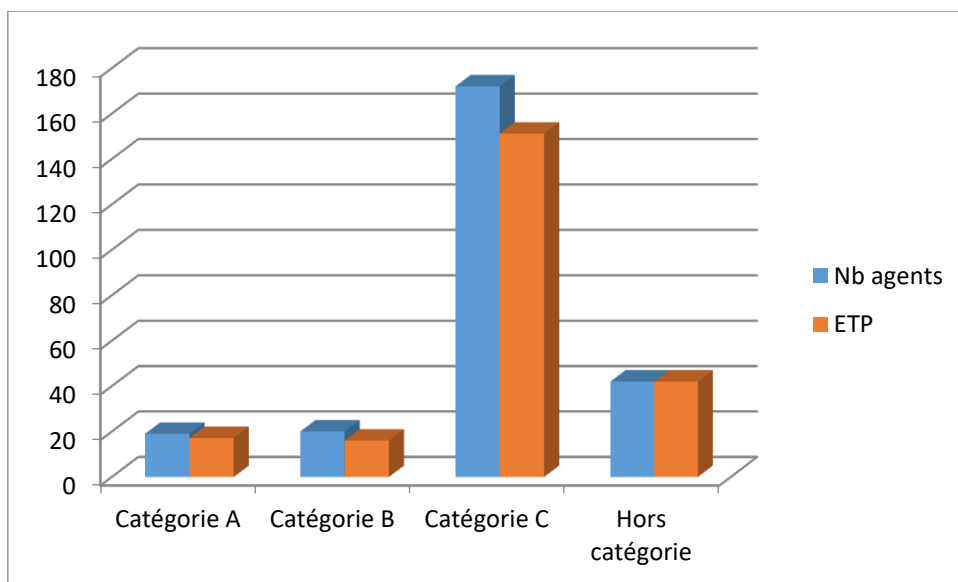
Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET

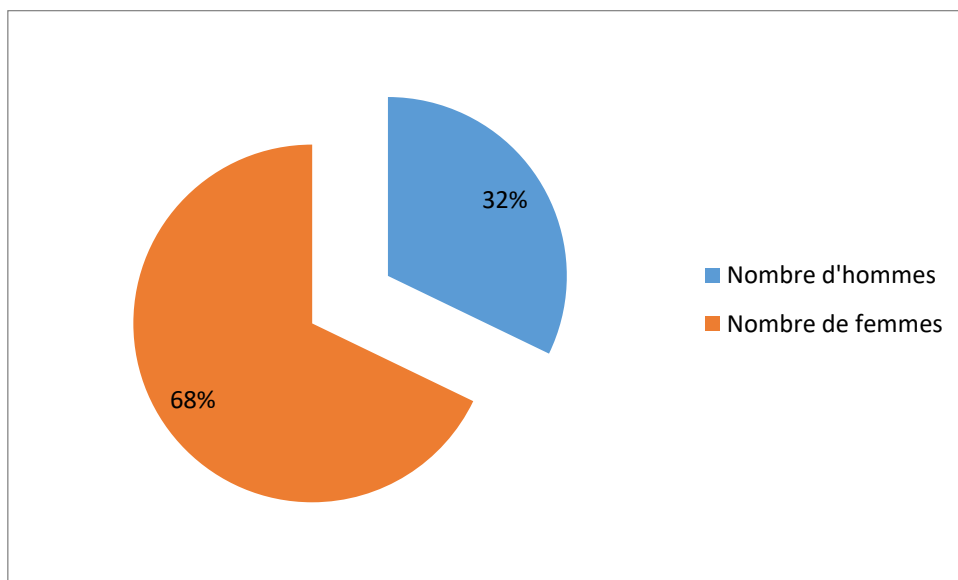


b. La structuration des emplois permanents au 31 décembre 2020

✓ **La répartition par catégorie hiérarchique : (graphique)**



✓ **La répartition par sexe :**



✓ **La moyenne d'âge : 44 ans**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET



Des femmes : 44



Des hommes : 45



✓ **La répartition en Equivalent temps plein (ETP)**

	Nb agents	ETP
Catégorie A	19	17,11
Catégorie B	20	16
Catégorie C	172	151,22
TOTAL	211	184
HORS CATEGORIES	42	TEMPS DE TRAVAIL CALCULE DIFFEREMENT

c. La gestion du temps de travail

Conformément à la délibération adoptée par le Conseil Municipal N° 2001-12-11 de la séance du 12 décembre 2001 portant aménagement du temps de travail – passage aux 35 heures, la durée annuelle du temps de travail dans les services municipaux a été fixée à 1600 heures + 7 heures au titre de la journée de Solidarité soit 1607 heures.

d. Les avantages en nature.

- 3 agents de la Ville bénéficient actuellement d'un logement par nécessité absolue de services (et un agent arrivé au 1^{er} janvier 2021 pour 2 mois dans l'attente de l'attribution d'un logement)
- Les repas pris au restaurant scolaire pour les agents des services éducation

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20210325-2021-03-08-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2021

Par délégation du Maire, Le responsable du
secrétariat général des services, Luc BRUNET

